

“Je ne vendrai jamais mon âme”

Benoît Lutgen

Il a signé le coup politique de l'année, en boutant le PS hors de Wallonie tout en gardant les socialistes à Bruxelles. Son parti n'y a rien gagné. Mais lui, a sauvé sa conscience. - Interview: Catherine Ernens -

Un jeans, une chemise et les traits tirés. Le président du cdH nous reçoit à Bastogne entre deux visites à l'hôpital à son ami de vingt ans, conseiller communal, Gérard Liégeois, qui devait décéder quelques heures plus tard d'une double hémorragie. *“En plus, il ne fumait pas, il était diététicien, il faisait tout bien”*, dira deux fois Benoît, qui a pris comme bonne résolution de faire du sport.

Il a du mal. Il pose devant lui une tablette à laquelle il ne touchera pas et un téléphone qui n'est même pas un smartphone, ce dont il est fier. Ses yeux brillent de fatigue et d'émotion. 2017 restera comme une année horrible, répète-t-il plusieurs fois. Il précise: *“sur le plan personnel”*. Il bafouille qu'il a perdu une amie, en plus, il y a quatre semaines. Il a du mal à rassembler ses idées, à se recentrer sur son job de président de parti. Alors, on lui demande si au fond il n'est pas en pleine crise existentielle. Cela le fera soupirer et démarrer.

Vous vous posez des questions sur le sens

de la vie?

BENOÎT LUTGEN - Tout le monde se pose des questions sur le sens. Vous aussi, sûrement. L'espèce d'hyperactivité dans laquelle on peut se retrouver nous fait passer à côté de l'essentiel, l'entourage, la famille, les valeurs... On vit dans un monde de plus en plus rapide. Il y a un phénomène d'accélération dû aux réseaux sociaux, sûrement. Ça a un impact dans les rapports humains, dans l'organisation de la société. Ça rejaillit sur la politique qui a un tout autre mode de fonctionnement en temps et en réflexion, avec peut-être un phénomène d'incompréhension dans la population. L'organisation des formations politiques n'est plus adaptée à ça.

Il faut changer la manière dont les partis fonctionnent?

J'y travaille. C'est une organisation qui remonte aux années 70. Par exemple, l'élection d'un président ou d'une présidente. À l'époque, c'était très compartimenté, très hiérarchisé. Ça ne correspond plus à la société d'aujourd'hui. Il faut que ce soit beaucoup plus participatif, avec des interactions entre les citoyens et les politiques, plus régulières. Les outils informatiques permettent ça aujourd'hui, d'être plus direct, de permettre à chacun d'être engagé. La limite est de ne pas verser dans le simplisme au quotidien. Les débats de société demandent de la nuance.

On vous sent en pleine réflexion...

Oui, mais c'est de l'action aussi. C'est un formidable enjeu de mobilisation, de projet, de participation. Cela dépasse l'enjeu de ma formation politique. Il faut pouvoir reconnecter avec les citoyens. Ce qui est positif, c'est que l'enjeu communal va pouvoir vraiment démarrer ça et se tourner vers l'avenir. Au-delà du premier enjeu communal qui est la sécurité et la propreté, c'est essentiel de travailler sur les liens.

Il faut éviter les quartiers d'ortoirs, travailler sur les problèmes de voisinage, de conflits...

Comment avez-vous terminé cette année politique qui, elle aussi, a été horrible, traversée par les affaires...

Je pense qu'il y a eu un sursaut grâce à ce que nous avons mis en œuvre même si ça n'a pas été totalement réussi. Le 19 juin, on a mis un point d'arrêt en Wallonie aux comportements de quelques-uns, aux abus, et pris des décisions de bonne gouvernance. On a aussi débloqué des dossiers comme ceux de la redevance télévision, du respect du secteur associatif, de la transparence sur le mode de subvention, de la baisse des droits d'enregistrement pour que les jeunes puissent acheter leur première maison...

Et ça n'était pas possible avec les socialistes?

Tout était à l'arrêt. Pour deux raisons. La première, c'est le spectre de l'extrême gauche avec le PTB, qui est un danger pour la démocratie parce qu'il veut par exemple supprimer toutes les lois antiterroristes ou l'enseignement libre. Le PS a été poussé à embrayer avec des propositions comme la réduction du temps de travail sans perte de salaire. On est favorable pour des fins de carrière ou des raisons familiales. Mais pas de façon linéaire. C'est un message terrible à la Flandre. C'est dire: on bénéficie de votre argent, mais nous, on a décidé de travailler moins. C'est inacceptable. La deuxième raison, c'est qu'à cause des affaires, c'était impossible d'avancer. La dernière réunion que j'ai eue avec les socialistes au niveau de la Wallonie s'est terminée après une petite heure parce que Elio Di Rupo devait régler le problème d'Yvan Mayeur. On était arrivé au bout d'un processus. →

→ **On n'a pourtant eu aucun signal de mécontentement.**

Il y en a eu. Mais ce n'est pas mon style d'aller toutes les trois minutes parler des problèmes qui peuvent exister.

Vous ne regrettez pas ce que vous avez fait?

Je regrette de ne pas l'avoir fait plus tôt ou de ne pas avoir fait preuve de plus de pédagogie préalablement. Mais il fallait une rupture.

Mais cela a entraîné une forte déstabilisation.

Quelle déstabilisation?

À Bruxelles...

Oui, mais est-ce que ça a eu des conséquences? Et puis, se retrouver sans le PS au pouvoir, pour certains, c'est la fin du monde parce qu'ils ont toujours connu ça. Cela crée un grand espoir chez les uns et une grande anxiété chez d'autres. Et le PS a beaucoup joué de cette peur.

Mais il y avait une forme de trahison quand même...

Aucune trahison. La trahison, c'est trahir ses valeurs. Qui ai-je trahi? J'ai passé un contrat avec une formation politique en 2014. À partir du moment où ce contrat n'était pas respecté et qu'il n'y avait pas une réaction à la mesure de ce qui se passait en matière de déviance de gouvernance, que ce soit à Publifin, au Samusocial, à l'ISPPC de Charleroi, de deux choses l'une: ou bien je ne respectais par mon engagement vis-à-vis des électeurs ou bien je changeais de partenaire.

Vos électeurs vous ont-ils compris?

C'est un processus qui n'est pas terminé. Le vrai rendez-vous c'est en 2019, au moment des élections. Les dossiers et les lignes bougent et vont continuer à bouger.

Vous avez dû passer quelques mauvaises nuits...

Pas pour cette raison-là, non.

Vous êtes bien dans votre peau de président de parti?

Très bien. C'était moins bien avant parce qu'on était englué dans les problèmes de gouvernance.

On allait faire quoi? Rester les bras croisés? Certes, la rupture a peut-être été considérée comme brutale par certains.

Mais tous les partis ont été impliqués dans ces affaires, en tout cas dans Publifin. Le cdH aussi...

À des degrés très divers. Et rien dans les autres affaires comme le Samusocial ou même dernièrement à Mons. (*Il élève la voix...*) Toutes les formations ne sont pas sur le même pied par rapport à ce qui s'est passé. La force des réactions non plus. Et un seul parti était affecté dans toutes les autres politiques à mettre en œuvre, la mobilité, la fiscalité, les enjeux d'emploi, d'éducation. Le PS était plus occupé avec ses affaires qu'à gouverner. Et il est temps que nos régions francophones se redressent.

C'est mieux avec le MR?

Je reste équidistant.

Vous êtes un sanguin...

On s'engage en politique parce qu'on veut faire évoluer la société. Et jamais je n'irai vendre mon âme. Évidemment, cela aurait été plus simple de monter au fédéral. Avec Bart De Wever, c'était impossible de négocier. Je voulais, par exemple, que les plans de subsides des travaux du rail soient déployés sur cinq ans et plus sur un an. Aujourd'hui, on doit stopper les travaux quand le budget annuel est mangé et les reprendre un an plus tard. C'est du bon sens. Même ça, la N-VA n'en a pas voulu.

Vous n'avez pas de regret de ne pas être au fédéral?

Moins que jamais vu ce qui se passe aujourd'hui avec Theo Francken et ces Soudanais rapatriés qui auraient été torturés. Gérard Deprez, qui

reste proche de nous (*il a été président de l'ex-PSC avant de passer au MR - NDLR*) le dit très bien. Et nous, nous n'aurions pas pu supporter ce genre de comportement.

Vous êtes indigné?

Comment pourrait-on ne pas l'être? Romain Gary disait "*Le nationalisme, c'est la haine des autres. Le patriotisme, c'est l'amour de l'autre*". C'est inhérent à un projet nationaliste: il y a un côté identitaire et du repli sur soi. Et on frôle dans certains cas des comportements plus extrêmes. C'est un projet totalement contraire au nôtre. Citez-moi un gouvernement démocratique qui aurait en son sein un ministre qui se comporterait de cette façon et qui le garderait. Chez nous, c'est devenu possible.

À charge de Charles Michel de prendre ses responsabilités?

(Il hésite.) Je ne voudrais pas être à sa place...

Pourquoi? Parce qu'il est pris en otage par la N-VA?

C'est tout le gouvernement qui doit prendre ses responsabilités. Mais ce n'est pas tenable. Le mensonge institué selon Francken, c'est la fin qui justifie les moyens. On dissimule les choses, on peut mentir, y compris contredire son Premier ministre pour ne pas créer un appel d'air (de réfugiés)... On peut toujours justifier tous les mensonges alors. C'est du jamais vu. C'est docteur Theo et mister Francken.

Ça manque d'humanisme, cette politique migratoire?

Oui, mais l'humanisme, ce n'est pas le laxisme. Bien sûr, il faut des règles. Mais on a aussi des engagements humains et internationaux à respecter. Et dans le cas présent, les droits humains ne sont pas respectés. Je sais qu'une partie de la population soutient Francken. La parole sombre se

libère sur les réseaux sociaux avec des propos racistes, odieux. J'ai encore pu le lire suite à un incendie à Yvoir dans un centre pour réfugiés, ce n'est pas possible. Il faut des poursuites pour ça. J'ai lu des choses dégueulasses.

C'est à cause de la N-VA?

Il faut rester lucide et ne pas accuser la N-VA de tous les maux de la terre. Il y a une combinaison d'éléments. L'Europe n'a pas pu créer l'espoir. Le dumping social a fait un tort énorme avec les travailleurs détachés. La façon dont tout le problème syrien a été géré aussi. On a créé un terreau.

Quel est votre souhait pour 2018?

De la bienveillance. Un peu plus de bonheur, de respect, de bienveillance pour tous. Sur le plan politique, parlons projets. Et puis des vœux de santé pour tout le monde. ✖

Chacun sa croix

Les sondages actuels sont catastrophiques pour le cdH, qui passe à peine le seuil électoral de 5 % à Bruxelles et reste sous les 10 % en Wallonie. Mais pas de quoi s'inquiéter, dit-il en bon capitaine responsable du moral des troupes. "Ce n'est pas la première fois qu'on a des mauvais sondages. Il faut se mobiliser. Il reste un an et demi. La vérité des sondages d'aujourd'hui n'est pas celle

de demain. Et si on n'agit qu'en fonction des sondages, on est une girouette. On n'a plus de convictions ni de valeurs. Moi, je préfère qu'on fasse 13 % en Wallonie plutôt que 15 et qu'on garde notre âme." Quant aux attaques de Paul Magnette disant qu'avec le cdH on attend toujours le miracle et l'action du Saint-Esprit... "Oh, vous savez, Paul Magnette s'attaque même à la croix de saint Nicolas..."